

INTERVENTION UL CGT COMMINGES 31.03.2016

La tension monte... La colère gronde... Et la répression s'installe...

Le 24 mars dernier, tout comme les 9 et 17 mars, étudiants et lycéens, rejoints par des salariés, des privés d'emploi, des retraités et les organisations syndicales, la CGT... ont affiché leur détermination à obtenir le retrait de ce projet de Loi Travail.

1

Ici même 150 jeunes lycéens rejoignaient la place Jean Jaurès. Des lycéens qui se sont organisés, qui pour certains rédigent leur premier tract, pour d'autres vivent leur première manif. Des lycéens qui se mettent en ordre de marche. Des consciences qui s'éveillent, une maturité politique qui se construit...

Aujourd'hui à Toulouse IEP bloqué tôt ce matin, et 100000 manifestants.

La colère prospère... Face à ce projet de loi pourri... Face au système qu'elle sert mais aussi face à la répression subie par nombre de leurs camarades lycéens ou étudiants, qu'ils soient de Marseille, de Rennes, de Paris ou d'ailleurs...

Parce que face à la mobilisation des jeunes et face à l'insatisfaction des syndicats, le gouvernement manie autant la carotte que le bâton : la carotte pour le MEDEF et les dirigeants syndicaux accompagnateurs, convaincus par le trompe l'œil qu'est aujourd'hui le dégel du point d'indice des fonctionnaires, et le bâton contre les jeunes (violences et provocations policières du 17 mars)

Parce que celui qui se disait président de la jeunesse manie aujourd'hui la matraque pour la faire taire !
Parce que celui qui disait être Charlie, voudrait étouffer par n'importe quel moyen la contestation !

Oui, le gouvernement perd son sang-froid, confronté qu'il est à la montée en puissance de la colère lycéenne et étudiante. Les incidents qui ont émaillé les dernières manifestations et la réponse coercitive et violente des forces de police en témoignent.

La CGT a indiqué « condamner les violences et provocations policières qui ont eu lieu dans et en marge des manifestations du jeudi 24 mars, les arrestations et gardes à vue dont sont victimes de nombreux manifestants et dirigeants syndicaux ; et condamne avec fermeté l'arrestation violente du jeune lycéen de l'établissement Bergson et la mise en garde à vue du secrétaire général de l'UD CGT du Doubs ».

Des vidéos circulent ... Des langues se délient... Des témoignages sur les violences policières démesurées se succèdent. Et en réveillent d'autres... De nouveaux témoins interrogés récemment par les juges d'instruction décrivent l'attitude pacifique de Rémi Fraisse à Sivens: il avait les mains en l'air quand il a été tué !

De ce point de vue, le gouvernement est en train de perdre la bataille de l'opinion.

Tant et si bien d'ailleurs que le MeRdef a dû donner de la voix pour l'exhorter à ne pas aller au-delà du toilettage cosmétique auquel il s'est livré pour donner l'illusion d'un compromis.

« Si on détricote encore, vous allez voir des patrons, des chefs d'entreprise, des employeurs, qui vont dire ça suffit. Je vous assure, on est très, très inquiet chez les employeurs », a prévenu Gattaz. "Trop, c'est trop !", a lancé le patron du MeRdef.

Il fanfaronne en début de semaine : « Ce moment est historique, il faut convaincre les députés, les salariés... »

Parce qu'en réalité, le patronat n'a rien perdu avec la nouvelle mouture du projet de loi qui répond aux vieilles revendications patronales ! Et si le patronat montre lui aussi des signes de fébrilité, c'est qu'il ne sous-estime pas la profondeur et la dynamique de la mobilisation.

Car aucune espèce de « négociation » ou de « discussion » n'est possible sur ce texte, qui est réactionnaire de la première à la dernière ligne. Le voilà le point de départ de la mobilisation ! La vague d'opposition spontanée qui s'est levée, fin février, confirme qu'un mouvement social de grande ampleur est possible. Il suffit de le vouloir et de s'en donner les moyens.

Hier le Président a renoncé à la révision constitutionnelle et à la déchéance de la nationalité.

Mais ne soyons pas dupes !!!

Le gouvernement recule... Il nous faut avancer !!!

C'est à l'abandon total de la Loi El Khomri qu'il nous faut arriver !

Enterrer la loi El Khomri est à notre portée. Si le gouvernement refuse de reculer, c'est un mouvement de grève interprofessionnel et reconductible que les directions syndicales doivent initier. Et sans perdre de temps !

Ne reproduisons pas les erreurs de l'automne 2010 ! Les simples tours de ville, les défilés le samedi matin ou autre...en attendant les élections ce n'est pas suffisant !!! Il faut des appels à la grève cohérent, il faut paralyser l'économie !!!

Ne laissons pas la jeunesse, notre jeunesse affronter seule matraques, lacrymo et arrestations !

Encourageons les travailleurs à nous rejoindre dans la lutte !

N'accompagnons pas nos camarades d'Air France ou de Goodyears aux portes de Pôle Emploi ou pire aux portes du pénitencier !!!

Qui d'entre nous pourra se satisfaire de laisser à ses enfants, à ses petits enfants, un avenir fait de précarité ? D'injustice sociale ?

Qui d'entre nous pourra se satisfaire d'avoir cautionné ce retour en arrière ?

Si nous sommes là c'est que nous le refusons. Il est de notre responsabilité d'amplifier le mouvement.

Mardi, en Indre et Loire, les jeunes ont occupé les locaux du MeRdef.

Les étudiants de l'université Rennes 2 ont bloqué la rocade.

Ici même des camarades tractaient au rond-point Pégot pendant que d'autres affichaient sur Saint-Gaudens et les alentours.

Mobilisons nous massivement pour que ces actions se multiplient et faisons ensemble un pas dans le renforcement de la contestation.

Car les sujets ne manquent pas.

Vous vous souvenez ? « Mon adversaire c'est la finance »

Une fois élu, le président s'attaquent aux salariés alors que les actionnaires se gavent : 42 milliards de dividendes l'année dernière !!!

Après l'ANI, le CICE, les retraites, allons nous une fois de plus nous coucher ?

Non !!! Assez !!! Suffit !!! Basta !!!

La loi travail nous réduira à du bétail ! La loi travail on n'en veut pas !!!

Déjà sans ça, les inégalités de traitement sont intolérables.

Pour exemple, le PDG de PSA (Peugeot, Citroën) a doublé son salaire en 2015. Il gagne 5,23 millions par an, soit 14.500 euros par jour, samedi et dimanche compris.

Les salariés de PSA, dont beaucoup gagnent à peine plus que le smic, ont de quoi être écœurés.

C'est leur travail, et lui seul, qui permet à leur patron de gagner des sommes aussi indécentes.

PSA a beaucoup licencié récemment. Cela a dopé ses profits, et ses actionnaires ont accordé cette généreuse prime de résultat à leur PDG.

Seul un grand coup de colère des travailleurs calmera la cupidité et le culot de ces chacals qui se gavent en démolissant les emplois, les salaires et les conditions de vie de ceux qui les font bouffer.....!

Localement, je salue les salariés de Tremplin en grève ce jour et présent en tête de cortège derrière notre jeunesse.

Après la maison des chômeurs et ses 17 salariés, c'est l'association Tremplin qui est en danger.

Tremplin ce sont 29 salariés et 10 licenciements prévus sans lisibilité comptable !

Ce sont 2 postes de comptables supprimés pour privilégier un cabinet comptable extérieur !

C'est le paiement des salaires avec du retard depuis août dernier et l'absence de direction depuis novembre !

La mission principale de Tremplin est d'accompagner des salariés en difficultés. Aujourd'hui ce sont les salariés de cette association qui se retrouvent en situation de précarité. Ce sont ces salariés qui sont en souffrance !

Avec toujours le même schéma de gestion hasardeuse mais pourtant organisée des directions !

Que va-t-il rester une fois la baisse effective des dotations des collectivités ?

Celles-ci seraient-elles en train d'anticiper les méfaits de la loi Notre qui va les mettre sur la paille ?

Quels élus oseront prétendre encore longtemps qu'il n'y aura pas de casse au niveau des agents territoriaux ?

La plupart sont inquiets et c'est légitime.

Avec le transfert de 40 milliards vers le CICE compensé par la contribution des collectivités locales au budget de l'état le budget des communes est en perdition. Ne rêvons pas.

Celles-ci seront contraintes soit de réduire les effectifs soit de réduire les investissements et dans les deux cas cela aura une incidence gravissime sur l'emploi. Pendant que, je le répète les entreprises et les plus grosses vont se voir octroyer des subventions sans contrepartie en termes d'emploi ou autre. C'est cela la vérité de moi président ... la Finance ! Moi présidentl'emploi...

Et en déclinaison moi présidente de région, c'est la fermeture de la classe SEGPA à Saint-Béat, c'est la fermeture des perceptions d'Aspet d'Aurignac, de l'île en Dodon, c'est la suppression de postes à la SNCF sur notre territoire commingeois, c'est la restructuration des bureaux de poste et la liste n'est pas exhaustive!

Par le passé moi sénateur c'est la fermeture de Péchiney Marignac et moi député c'est la fermeture de Riz Lacroix à Mazères...

Alors oui, chers amis chers camarades, nous sommes à un tournant incontestable de notre histoire.

Il en va de notre responsabilité d'écrire une belle page, pour tourner définitivement celle de l'arrogance de nos gouvernants et de leur cour.

Que Valls le mépris et la Khomri ! La rue est à nous !
Ils sèment la misère ? Qu'ils récoltent la colère !!!

Devant l'épreuve, l'Homme a trois choix : ne rien faire, fuir ou combattre !

Pour réponse, permettez-moi de citer Einstein : « Le monde ne sera pas détruit par ceux qui le font mal mais par ceux qui les regardent sans rien faire ».